



Libre cours au potentiel des communautés

Bonnes nouvelles des communautés
de pêche d'Afrique de l'Ouest



DFID



Le Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche en un coup d'œil

Principes directeurs

- Cadre holistique (voir chapitres 4, 6)
- Renforcer les atouts (voir chapitres 5, 6)
- Créer des processus démocratiques (voir chapitres 2, 7, 8)
- Renforcer les capacités des communautés (voir chapitres 2, 4, 5, 6, 7, 8)
- Durabilité (voir tous les chapitres)
- Relier les communautés au niveau national (voir chapitres 2, 3, 5, 7)

PAYS PARTICIPANTS

Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Nombre d'habitants d'Afrique de l'Ouest qui vivent de la pêche: 7 millions

BAILLEUR DE FONDS

Département pour le développement international, Royaume-Uni

AGENT D'EXÉCUTION

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

DURÉE

1999 – 2006

(Pour les contacts, voir quatrième de couverture)

Grâce à l'approche des moyens d'existence durables, les communautés ont:

Guinée



- réduit considérablement la pêche illégale

Niger



- accru les pêches continentales

Ghana



- diversifié les activités économiques

Bénin



- créé des associations et influencé la gestion des ports de pêche



- testé un filet de pêche amélioré



- influencé la politique des pêches au Congo

chapitre 1

page 2



Les communautés de pêcheurs se mobilisent dans 25 pays

Une nouvelle approche de développement les aide à s'organiser et à faire évoluer le système en leur faveur

chapitre 2

page 6



Influencer la politique des pêches au Congo

L'utilité de nouveaux groupes d'influence

chapitre 3

page 8



Recherche scientifique communautaire: une première

La participation populaire intégrée est jugée fondamentale pour l'avenir du secteur des pêches

chapitre 4

page 12

Les femmes diversifient leurs moyens d'existence
Associer plusieurs partenaires au projet a donné l'élan à un plan ambitieux

chapitre 5

page 16

Les chalutiers mis en échec par les patrouilles de la communauté
La collaboration entre les pêcheurs artisans et les gardes-côte est une grande réussite

chapitre 6

page 18

Accroître les pêches continentales au Niger
Une stratégie ingénieuse d'adaptation à la sécheresse a servi de base pour le développement de l'économie locale

chapitre 7

page 20

S'organiser pour se faire entendre dans le port de Cotonou
Les utilisateurs ont formé des associations et ont participé aux pourparlers sur la modernisation du port de pêche

chapitre 8

page 22

Co-gestion des ressources naturelles
Les villageois perdent leur droit de chasse et s'efforcent de trouver d'autres moyens d'existence



chapitre 1

Les usagers du port tiennent une réunion improvisée à Cotonou (Bénin).

UNE NOUVELLE APPROCHE
DE DÉVELOPPEMENT LES AIDE À
S'ORGANISER ET À FAIRE ÉVOLUER
LE SYSTÈME EN LEUR FAVEUR

Les communautés de pêcheurs se mobilisent dans **25 pays**

Cette brochure donne un aperçu de sept communautés de pêcheurs pauvres d'Afrique de l'Ouest qui participent, pour la toute première fois, à leur propre développement. Guidés par une méthode par étapes, avec l'aide de fonds modestes, les membres de la communauté affrontent les problèmes qu'ils ont eux-mêmes identifiés comme des obstacles à leur progrès social et économique. Au cours d'entretiens sincères et ouverts, les hommes qui pêchent le poisson et les femmes qui le traitent et le vendent racontent comment ils ont organisé des groupes d'influence pour infléchir la

politique gouvernementale et la législation; les essais du nouveau matériel de pêche; le nouveau rôle qu'ils jouent dans la surveillance de leurs zones de pêche; et comment ils sont devenus co-responsables - avec les autorités - des ressources naturelles.

Les responsables gouvernementaux aux niveaux local et national

2



Pêcheurs repliant leurs filets
à Moree (Ghana).



racontent comment, souvent pour la première fois, ils se retrouvent assis autour de la même table avec des représentants des communautés de pêcheurs pour examiner des problèmes et chercher des solutions.

«Avant, les idées venaient des experts et des consultants, mais maintenant ce sont les populations elles-mêmes qui cernent leurs problèmes, établissent des priorités et participent à la recherche de solutions», explique Mohamed Moustapha Ly, Secrétaire général du Ministère de la pêche et de l'aquaculture de Guinée. «Je rends visite à toutes les communautés de pêcheurs. Elles s'expriment librement, sur tout; elles ont confiance – c'est cela la vraie nouveauté.»

Un programme ambitieux

Les communautés de pêcheurs présentées ici prennent part au Programme des moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP), un partenariat entre 25 gouvernements d'Afrique de l'Ouest (voir liste sur 2ème de couverture), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID). Le Programme, doté d'un budget de 21,5 millions de livres sterling qui a été lancé en 1999 et se poursuivra jusqu'en 2006, se fonde sur deux outils principaux: l'approche des moyens d'existence durables et le Code de conduite pour une pêche responsable, adopté par les Etats membres de la FAO en 1995. (Voir La recherche d'une méthode de réduction de la pauvreté, page 5)

Une approche holistique

L'approche des moyens d'existence durables au développement encourage, en deux mots, les communautés à considérer leurs biens, leurs forces et leurs opportunités comme un tout. Ce type d'analyse jette les bases d'un projet communautaire. Les

«Avant, les idées venaient des experts et des consultants; maintenant, ce sont les populations elles-mêmes qui cernent leurs problèmes, établissent les priorités et participent à la recherche de solutions.»

Mohamed Moustapha Ly
Secrétaire général
Ministère de la pêche et de l'aquaculture de Guinée



Des femmes de la plage base AGIP (Congo) se hâtent de fumer le poisson frais avant qu'il ne s'abîme.

Les communautés de pêcheurs se mobilisent dans 25 pays

résultats montrent aux gouvernements comment les villageois s'avèrent des partenaires utiles dans le développement, et non pas juste des bénéficiaires de services.

Le but est d'aider ces communautés, marginalisées par la pauvreté, l'analphabétisme et l'isolement, à devenir des partenaires à part entière de la société. Le fait que les villageois soient marginalisés ne signifie pas qu'ils n'ont pas de bonnes idées. Les représentants officiels du Gouvernement, des organisations non gouvernementales et du secteur privé détachés auprès des Unités de coordination nationales (UCN), les outils du Programme à l'échelon national, servent de catalyseurs pour exploiter ces idées et aider les communautés à s'organiser pour agir.

L'avenir du programme

Depuis 1999, le PMEDP a lancé plus de 40 projets communautaires dans 25 pays, dont nous présentons ici un échantillon représentatif. Bientôt, faisant fond sur les enseignements tirés, de plus vastes projets pilotes à l'échelle de la sous-région, identifiés par les communautés, les ministères et autres parties prenantes, seront lancés dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest. D'ici 2006, la FAO, le DFID et les habitants d'Afrique de l'Ouest espèrent voir l'approche du Programme non seulement réduire la pauvreté et protéger l'environnement dans le secteur halieutique, mais aussi être utilisée dans d'autres domaines de la société et être diffusée à tous les ministères. Les graines d'une croissance saine ont été semées dans toute la région et, comme nous le verrons au fil de ces pages, elles portent déjà leurs premiers fruits.



Femmes au puits
du village
à Moree (Ghana).



La construction
d'embarcations,
comme ici à Bongolon
(Guinée), est une
importante
activité économique
en Afrique de l'Ouest.



Les femmes sont chargées
de transformer et
de commercialiser le poisson.

Préparation du repas en Guinée.



Des membres d'un groupe de femmes rencontrent des pêcheurs et des anciens du village à Moree (Ghana).



Durant la saison sèche, les alevins sont déversés dans ce réservoir de stockage au-Niger.



Fours à fumer le poisson.

Recherche d'une méthode de réduction de la pauvreté

Depuis les années 50, les gouvernements des pays développés, les organismes des Nations Unies et les établissements bancaires travaillant dans les pays en développement ont tenté toutes les approches, l'une après l'autre, pour toucher les catégories les plus pauvres de la société. Dans les communautés rurales ou urbaines pauvres, des projets pilotes ont utilisé les meilleures méthodologies que pouvaient concevoir les théoriciens du développement, espérant en reproduire les succès chez le plus grand nombre de communautés possibles dans une guerre d'usure contre la pauvreté. Mais la plupart du temps, à la conclusion du projet, les populations émancipées retournaient doucement à leur vie au jour le jour.

Conjuguer les meilleures pratiques

Cependant, la réduction de la pauvreté en tant que science continuait à se développer.

«Nous avançons; nous savons ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas», fait remarquer Diana Carney, une économiste du DFID et une des principales théoriciennes de l'approche des moyens d'existence durables, qui conjugue les leçons apprises au cours de décennies d'efforts de développement. «On a reproché au

développement d'être excessivement technique et axé sur un seul objectif, alors que tout le reste capote», ajoute-t-elle. «Un énorme travail a été réalisé sur différents aspects de la mosaïque du développement ... d'interminables débats sur la participation, sur les droits, sur le capital social, mais l'approche des moyens d'existence dit que nous pouvons tirer des enseignements de toutes ces choses.»

Les gens avant tout

«L'action est centrée sur les personnes, et non sur les aspects techniques. Dire qu'elles n'ont rien à apporter au débat est faux», insiste-t-elle. Elle cite en exemple un système expérimental de surveillance des pêches récemment testé en Guinée (voir chapitre 5), où les pêcheurs analphabètes collaborent avec les garde-côtes à l'aide de radios et de dispositifs manuels de positionnement. «L'approche s'appuie sur les points forts des populations. Après tout, les pêcheurs artisans vivent dans la zone à patrouiller.»

«L'autre caractéristique importante de cette approche est qu'elle ne reste pas confinée au niveau des comités de village», explique-t-elle. «Si le véritable problème est, par exemple, les traités internationaux de pêche, alors affrontons-le directement.»



Influencer la politique des pêches au Congo

L'UTILITÉ DE NOUVEAUX GROUPES D'INFLUENCE



Une pirogue à moteur quitte la plage base AGIP (Congo).

6

POINTE NOIRE, Congo – Dans cette ville côtière, la décision émanant d'un ministère de la lointaine capitale, Brazzaville, d'interdire la pêche au requin en 2001 a été un coup dur pour quatre-vingt-cinq équipages de pêcheurs. Le ministère savait-il combien des 3 000 habitants de la plage base AGIP, la plus grande communauté de pêcheurs de la côte congolaise, dépendaient de cette activité pour vivre? A vrai dire, il avait bien essayé de se renseigner, mais sans succès.

Il était temps de mettre en place un mécanisme de consultation qui permettrait à la communauté de pêcheurs d'influer sur ces décisions de politique, tout en aidant le gouvernement à se tenir au courant des pêches artisanales et à faire quelque chose pour atténuer la pauvreté au sein des communautés de pêche.

La communication en panne

«Le gouvernement pensait que nous coupions les ailes de requin pour les exporter en Asie et que nous jetions le reste», déclare Jean Sylvain

Réparation des filets.



Ngoma, le chef d'une communauté de pêche. «Il est vrai que les gens vendaient les ailes, mais ils mangeaient le reste ou le salaient pour la vente locale.»

Félix Domba, le responsable gouvernemental des pêches chargé de la zone côtière, fait remarquer que bien que ses bureaux soient relativement proches de la plage base AGIP, «nous ne savions pas qui attrapait les requins, qui les achetait, ni qui les exportait – et personne ne pouvait nous renseigner.

«Le Congo a signé le Plan international d'action de la FAO pour la conservation et la gestion des requins et nous avons dû nous doter d'un plan national. Le ministre s'est alors senti obligé d'interdire la pêche des requins jusqu'à ce que nous obtenions des données suffisantes pour pouvoir élaborer une politique.»

S'organiser pour se faire entendre

Pendant ce temps, le Programme de la FAO pour des moyens d'existence durables dans la pêche a fait son entrée en scène, entamant un très long processus de consultation avec les divers éléments de la communauté de pêcheurs de la plage base AGIP.

Après ce «diagnostic participatif» du potentiel communautaire, la première phase importante de l'approche, le Programme a convenu de lancer un projet de petite envergure (doté de 16 500 dollars de fonds du Programme et de 1 700 dollars de la communauté), qui



pourrait aider la communauté à s'organiser en groupes de pression.

«Avant, nous n'avions aucun groupe, même si cette communauté existait depuis 35 ans. Nous étions dispersés dans toutes les directions. Maintenant, nous avons une comptabilité, une constitution, des réunions périodiques, des responsables...», déclare Abraham Mossassi, Secrétaire général de l'Association congolaise des propriétaires de bateaux de pêche.

Une composante du Programme consiste à encourager de meilleurs arrangements institutionnels et partenariats au service de toute la communauté. Dans cet esprit, le projet a financé une organisation non gouvernementale locale pour dispenser une formation en gestion de base, et une autre pour essayer de mettre sur pied un système de micro-crédit.

D'après négociations

Les négociations sur la pêche au requin ont été difficiles. «Les négociations ont été acharnées et ont duré 14 mois», reconnaît M. Ngoma. «Elles ont fini par arriver au niveau du ministre, ce qui n'aurait pas été concevable auparavant. La pêche a été rouverte, ce qui est une bonne chose, mais le coût des licences de pêche au requin a triplé, ce qui nous pose des problèmes.»

Malgré tout, les associations de pêche et de transformation du poisson de la plage base AGIP ont fait connaissance avec un monde nouveau de démocratie et de participation dans le système.

Comment M. Domba, le haut responsable local de la pêche et des ressources halieutiques, voit-il l'avenir? «On ne nous écoute pas toujours à Brazzaville,» admet-il. «Par exemple, le prix du carburant vient juste d'augmenter, et personne ne se préoccupe des besoins des pêcheurs artisans qui doivent nourrir la nation.» [Périodiquement, les pêcheurs de la plage base AGIP sont retenus à terre à cause du prix ou des pénuries d'essence pour les hors-bord].

Mais il prévoit «qu'avec le temps, néanmoins, ils finiront bien par être entendus par le gouvernement».

Un pays amateur de poisson

Le Congo est un pays qui aime le poisson; ses trois millions d'habitants en consomment de 125 000 à 150 000 tonnes par an, dont un tiers doit être importé. La surexploitation des fonds de pêche n'est pas encore un problème au Congo, explique M. Domba, et il y a une demande pour tout le poisson débarqué à la plage base Agip. Les pêcheurs doivent mieux gérer leur affaire et participer activement à l'aménagement de la ressource pour se sortir de la pauvreté. Mais il est clair qu'ils doivent également s'efforcer d'influencer l'establishment congolais cas par cas.

«Avant, nous n'avions pas de groupes, même si cette communauté de pêcheurs existait depuis 35 ans. Nous étions dispersés dans toutes les directions.»

Abraham Mossassi
Secrétaire général
Association congolaise des propriétaires
de bateaux de pêche

Des responsables du Groupe de femmes de la plage base AGIP montrent leur poisson salé.



«Nous, les femmes du Groupe féminin de la plage base AGIP»

«Nous, les femmes du Groupe féminin de la plage base AGIP»

Les femmes de la plage base AGIP, qui achètent, transforment et commercialisent le poisson, ont des problèmes avec leurs fours à fumer qui gaspillent le combustible, sans compter le prix du bois et du sel, le transport, l'élimination des déchets...

Constituer des associations les a aidées, elles aussi. Elles ont déjà abaissé les coûts en achetant le sel en gros. Elles cherchent à construire des fours à meilleur rendement et qui ne leur envoient pas la fumée dans les yeux. Si elles avaient la possibilité de constituer un fonds renouvelable, elles pourraient acheter davantage de poisson et peut-être même l'envoyer à Brazzaville, où il atteindrait de meilleurs prix.

«L'association des marchandes de poisson est une bonne idée. Nous avons une identité. Nous sommes les femmes du Groupe féminin de la plage base AGIP», lance fièrement Joséphine Makaya, vice-présidente du groupe.



La recherche scientifique communautaire: une première

LA PARTICIPATION POPULAIRE
INTÉGRÉE EST JUGÉE
FONDAMENTALE POUR L'AVENIR
DU SECTEUR DES PÊCHES



Il faut des kilomètres de cordage pour chaque senne de plage.

8

AÏDO PLAGE, Bénin – De petites communautés de pêche situées le long de cette côte bordée de cocotiers sont engagées dans une recherche scientifique qui, selon les responsables, détiendrait la clé de l'avenir durable de la pêche à la senne de plage.

Les sennes actuelles, avec leurs mailles de 2,5 cm, ramassent par millions les juvéniles avec les gros poissons. On estime que le contenu d'un cageot de poissons trop petits pris dans ces filets – très répandus le long des côtes d'Afrique de l'Ouest – remplirait quatre cageots un an plus tard, si on les laissait arriver à maturité.

«En tant que pêcheurs, nous étions conscients que nous étions en train d'appauvrir nos fonds de pêche», déclare Henri Hounna,



Des pêcheurs tirent leur embarcation à Aïdo Plage, Bénin.



«Nous étions
conscients
que nous étions
en train
d'appauvrir nos fonds
de pêche.»

Henri Hounna,
Chef d'une communauté de pêcheurs

Pêcheurs aux prises
avec un lourd filet.

chef d'un groupe de 38 villageois de cette communauté située à 50 kilomètres à l'ouest de la capitale, Cotonou. Derrière lui, une équipe d'hommes et de femmes lancent la senne et une ligne de trois kilomètres dans l'Atlantique, avant de passer tout l'après-midi à tirer le filet sur le rivage.

Moins de poisson, meilleure rémunération

Le Programme de la FAO pour des moyens d'existence durables dans la pêche fournit son assistance à un projet de recherche dans la communauté d'Aïdo Plage et dans d'autres, comme au Togo et au Ghana, pays voisins. En vertu du principe «voir c'est croire», les pêcheurs testent des sennes de plage à mailles de cinq centimètres qui permettent aux petits poissons de s'échapper, laissant davantage de place aux gros. Ainsi, avec des filets qui capturent davantage de poissons plus prisés, les pêcheurs augmentent-ils leurs revenus. Les nouveaux filets sont également moins coûteux et plus faciles à tirer grâce au volume moindre du matériel.

Le problème consiste à convaincre les petites communautés de pêche, conservatrices et n'ayant pas le goût du risque, à se convertir aux nouveaux filets. Voici comment le Programme compte s'y prendre:

L'approche des moyens d'existence durables encourage le principe de la participation locale non seulement au stade de la planification des activités de développement, mais durant l'ensemble du processus. Ce qui veut dire que les groupes de pêcheurs participants testent eux-mêmes les filets pendant

Fumage du poisson à Aïdo Plage.



La recherche scientifique communautaire: une première

18 mois, avec un technicien vivant sur la plage avec eux pour mesurer la taille et la valeur des prises. Si les communautés sont convaincues par les résultats du test, les ministères des pêches les utiliseront comme force de vente pour convaincre à leur tour les communautés de pêche voisines de se convertir aux sennes à larges mailles.

Diversifier les moyens d'existence

A Aïdo Plage, les résultats préliminaires sont encourageants. En un mois, avec le nouveau filet, le groupe a ramassé 24 tonnes de poisson en neuf sorties, ce qui revient à 873 526 francs CFA (140 dollars). Durant le même mois et le même nombre d'expéditions, un groupe de contrôle utilisant le filet à petites mailles a capturé 30 tonnes de poisson, mais n'a gagné que 471 000 francs CFA (75 dollars).

Les résultats sont prometteurs pour l'environnement, mais le complément de revenus répartis entre tant de villageois a peu de chances de réduire sensiblement la pauvreté. La communauté n'a ni électricité ni dispensaire, et les villageois doivent aller chercher l'eau douce à plus de 4 km. Ils vivent dans des cases recouvertes de feuilles de palmier.

La communauté d'Aïdo Plage a toujours pratiqué l'ostréiculture dans la lagune voisine. Dans le cadre du PMEDP qui encourage les communautés à diversifier leur gagne-pain, le projet a enseigné des techniques de production améliorées. Les villageois ont également développé la vente de chair de noix de coco aux fabriques de biscuits nigérianes.

Rêve de progrès

Les compléments de revenus, déclare une mère de six enfants, vont à l'instruction et à l'alimentation. «Nous économisons pour la saison maigre, lorsqu'il n'y a pas beaucoup de poisson», dit Victoire Ade-Agbo. «Si nous avons assez d'argent, nous pourrions faire venir l'eau potable. C'est mon rêve, que Dieu m'entende.»



Pêcheurs à Aïdo Plage (Bénin).

«Nous aiderons à faire adopter la senne de plage par d'autres communautés qui avaient refusé de prendre part à l'expérience», déclare M. Hounna, qui semble à la fois confiant et soulagé à la fin de l'essai. «Elles craignaient que ceci ne prélude à l'interdiction totale des sennes de plage. Mais notre communauté a été la première et maintenant, nous serons avantagés car nous sommes



La communauté entière aide à tirer la senne.



Fier de tester la nouvelle technologie.

Le Ghana attend avec impatience les résultats de la recherche

Le Ghana attend avec impatience les résultats de la recherche

ACCRA, Ghana – Les membres de l'Unité de coordination nationale, qui supervise les activités du PMEDP au Ghana, sont déjà convaincus de la justesse de l'opération consistant à faire essayer le matériel de pêche amélioré à la communauté qui pourra ensuite prêcher la bonne parole.

«Avant, les scientifiques s'occupaient de la recherche, puis revenaient pour l'imposer aux gens – qui n'y croyaient pas», constate Jacob Okrakh Ansah, de l'organisation non gouvernementale World Vision, qui loue le Programme pour avoir introduit la recherche participative dans la région.

Emilia Anang, Directrice des pêches au Ministère de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana et coordonnatrice nationale du Programme, attend les résultats du projet pilote du Ghana. «Nous avons voulu faire l'expérience pendant un temps», dit-elle. «Je crois que les amener à tester leurs propres filets est la meilleure méthode. Les gens veulent voir de leurs propres yeux.»

Des pêcheurs chargent le filet expérimental dans leur embarcation.





Les femmes diversifient leurs moyens d'existence

ASSOCIER PLUSIEURS
PARTENAIRES AU PROJET
A DONNÉ L'ÉLAN
À UN PLAN AMBITIEUX

MOREE, Ghana – La petite économie de pêche de cette communauté perchée sur un promontoire rocheux sur l'Atlantique est aussi dynamique que n'importe quelle unité économique plus importante. Un chafnon manquant dans la filière de production – que ce soit une pénurie de poisson ou de bois pour les fumoirs – encourage les villageois à se réunir pour chercher une solution et résoudre le problème.

Le récit suivant relate non seulement comment la communauté a résolu un problème particulier grâce à une idée novatrice, mais aussi comment elle a acquis à la fois des alliés locaux et nationaux et travaillé avec les uns et les autres, jetant les bases de son succès.

Des hauts et des bas

Lorsque les pirogues rentrent d'une bonne pêche et débarquent leurs prises sur les plages en contrebas, les soixante mareyeurs



Enchères de poisson à Moree (Ghana).

Préparation du poisson pour le fumage à Moree (Ghana).



«Nous leur avons montré toutes les possibilités de participer à leur propre développement.»

Doris Yeboah,
responsable gouvernementale du Ghana



et transformateurs de poisson et le groupe des femmes de Moree commencent à s'affairer. Ils achètent tout le poisson qu'ils peuvent se permettre, le transportent sur la colline dans de grandes cuvettes en fer-blanc, le vident, le nettoient et le disposent sur des grilles dans les fumoirs. La fumée s'engouffre en tourbillonnant dans les ruelles de la localité. Le produit est expédié par camion à Accra, la capitale, à deux heures de route à l'est, ainsi que dans le reste du pays.

La vie est dure dans la communauté. Les hommes reviennent parfois brebouilles de la pêche. Les femmes doivent parfois aller jusqu'au Nigéria pour acheter du poisson à transformer pour la vente. Durant la saison maigre qui va de janvier à mai, il y a bien peu de disponibilités pour acheter de la nourriture et beaucoup doivent se contenter de maigres repas, parfois seulement de l'eau.

Naissance d'une «idée géniale»

Le bois de feu pour les fours étant de plus en plus coûteux, le groupe de femmes a eu l'idée de démarrer sa propre parcelle boisée. Elles ont contacté le PMEDP, qui les a mis en contact avec le responsable gouvernemental local des pêches, Yaw Sabah, désormais un membre de l'Unité de coordination nationale du Programme.

«J'ai pensé que c'était une très bonne idée, mais qu'elles ne connaissaient rien à la plantation et à l'entretien des arbres», raconte M. Sabah. «Aussi avons-nous fait venir les experts nécessaires».

Dans le cadre de l'approche du Programme, un autre membre de l'Unité de coordination nationale, Doris Yeboah, animatrice du gouvernement, est arrivée pour «leur montrer toutes les possibilités de participer à leur propre développement».

Attirer des partenaires puissants

Pour un développement économique dynamique et durable, le PMEDP encourage les groupes communautaires à former des partenariats avec des intérêts puissants pour toute la durée du projet, et au-delà. Pourquoi ne pas faire participer le chef du village? Et le directeur de la banque locale? Et les agents de vulgarisation gouvernementaux? Ils ont tous un intérêt dans la croissance de l'économie locale. «En travaillant de concert, les groupes ont convaincu le chef à céder des terres pour la plantation d'arbres», fait remarquer Emilia Amang, la coordonnatrice nationale du Programme.

Plans pour l'avenir

Le micro-crédit a eu moins de succès à Moree. Fin 2002, seulement 3 emprunteurs sur 20 étaient parvenus à rembourser leurs traites, alors que 17 avaient 5 mois de retard. Un homme politique



Des femmes ont décidé de diversifier leurs activités en plantant non seulement des arbres, mais aussi des cultures vivrières comme le manioc, ici en train d'être récolté

Les femmes diversifient leurs moyens d'existence

local s'efforce, au nom des femmes, de faire annuler les prêts et de redémarrer à zéro. «Cette année, la pêche a été mauvaise», déplorent les femmes.

Toutefois, elles disposeront bientôt de nouvelles sources de revenu. Les femmes ont semé du manioc, du poivre, du maïs, du niébé, des plantains et des mangues entre les arbres. Les acacias à croissance rapide ont désormais atteint huit mètres de haut et sont prêts pour la coupe en 2003.

«Lorsque la pêche en mer est mauvaise, nous rêvons d'avoir une source fiable de poisson», explique Elisabeth Bentum, la secrétaire financière du groupe. «Et nous voulons une garderie pour les enfants quand nous devons nous déplacer pour aller chercher du poisson. La plupart des membres de nos familles sont également marchands de poisson, ce qui veut dire que nous ne savons pas à qui laisser nos enfants. Si nous devons les laisser avec un de nos aînés, celui-ci est contraint de manquer l'école.»

Et les hommes de Moree? Ils sont d'un grand soutien et ont aidé à préparer les terres et à planter les arbres. Mais ils n'ont pas fait preuve de la même flexibilité que leurs compagnes dans leurs choix de revenus.

«Les hommes s'en tenir à la pêche», admet Nana Kodwo Mensa-Bonsu II, le chef des pêcheurs de Moree. «Ils préfèrent aller pêcher ailleurs plutôt que de s'essayer à autre chose, comme l'agriculture par exemple.»

Livraison de bois d'un négociant.



Nettoyage de la grille d'un four.



Une femme vend sa marchandise à Moree (Ghana).



Marché de Moree.

La plainte d'une organisatrice

Est-il difficile de mettre sur pied un groupe local efficace? Écoutons Ekua Atta, «l'organisatrice» désignée du groupe de femmes de Moree.

«Je dois parfois aller relancer les gens trois fois de suite pour qu'ils participent aux réunions», se plaint Mme Atta, jeune femme pleine d'entrain; «et il arrive que je me fasse insulter. Je suis fatiguée de devoir me déplacer en permanence.»

«Bien qu'une vingtaine de membres ait quitté le village en quête de travail, pour les réunions du lundi, nous pourrions avoir 10 ou 15 membres sur 60. Il est plus difficile d'amener les gens à participer à des réunions improvisées.»

Après deux ans de travail, Mme Atta garde son enthousiasme et va de l'avant.

Les chalutiers mis en échec par les patrouilles de la communauté



LA COLLABORATION
ENTRE LES
PÊCHEURS ARTISANS
ET LES GARDES-CÔTE
EST UNE GRANDE RÉUSSITE

Certains pêcheurs à Bongolon utilisent un récepteur GPS (dans la main gauche) et une radio pour signaler la position des bateaux en infraction.

16

BONGOLON, Guinée – Une expérience de surveillance communautaire des fonds de pêche côtiers est parvenue à réduire de 59 pour cent les incursions illégales de chalutiers. Cette réussite suggère que les partenariats entre les pêcheurs artisans dans leurs pirogues à moteur et les gardes-côte guinéens – qui manquent de matériel et de ressources pour patrouiller efficacement 300 kilomètres de côtes – pourraient bien être la solution.

Décès en mer

Les communautés de pêcheurs pauvres, du Congo au Sénégal, dénoncent amèrement des collisions quotidiennes, parfois meurtrières, avec les chalutiers qui pêchent illégalement dans la zone empoisonnée réservée à la pêche artisanale. Les engins lourds déployés par les gros bateaux industriels, nationaux ou étrangers, détruisent les filets des pêcheurs artisans et acceptent rarement de les indemniser.

En Guinée, avant le début des patrouilles communautaires dans la zone autour de Bongolon et deux autres villages de pêcheurs participant au projet, les chalutiers ont fait 450 incursions illégales en 2000, selon les chiffres du gouvernement. Dans des collisions avec leurs pirogues, les chalutiers ont blessé 12 pêcheurs. Durant les six pre-

miers mois de 2002, seulement 56 infractions ont été enregistrées.

Le partenariat salué comme la voie à suivre

Compte tenu du succès du projet, le Programme de la FAO pour des moyens d'existence durables dans la pêche est d'avis que la voie à suivre consiste à associer les pêcheurs artisans du secteur halieutique en tant que partenaires à part entière, à la fois aux fins de réduction de la pauvreté et de conservation des pêches.

À Bongolon, les problèmes avec les chalutiers frôlaient le conflit. Cinq hommes sont morts dans la collision avec un chalutier. Les petits équipages avaient peur de sortir en mer. Maintenant, selon l'ancien de la communauté Sekhouna Sylla, les villageois ne se sentent plus de joie d'avoir pu reprendre la pêche grâce au nouveau système de surveillance.

«Beaucoup d'entre nous sommes désormais en mesure d'obtenir un crédit auprès de la Banque de crédit rural car ils estiment que nous serons capables de rembourser les prêts grâce à la pêche et à la vente du poisson», se réjouit-il. «Les familles de pêcheurs ont



commencé à envoyer à nouveau leurs enfants à l'école.»

La surveillance sera-t-elle étendue?

A Conakry, la capitale, les membres de l'Unité de coordination nationale du PMEDP sont des acteurs importants au sein des principales institutions de pêche. Ils doivent servir de catalyseurs et plaider leur cause dans l'establishment des pêches si l'on veut institutionnaliser le partenariat entre les communautés de pêcheurs et les garde-côtes, et le doter d'un budget d'exploitation couvrant son élargissement à toute la côte.

«J'ai réalisé une grande étude d'impact sur le projet de surveillance communautaire, qui documente son succès», raconte Mamadou Moussa Diallo, membre de l'Unité de coordination nationale et socio-économiste à l'important Centre national des sciences halieutiques de Boussouira. «Je crois que je fais passer le message à mes collègues. J'explique la méthodologie et son fonctionnement. Ils sont intéressés.»

Potentiel de réduction de la pauvreté

La Guinée a une stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui fait intervenir les 30 000 pêcheurs artisans du pays.

Abdourahamane Kaba, Directeur général du Centre de Boussouira, explique que la pêche côtière n'a pas atteint ses limites. «Il existe d'importantes ressources qui ne sont pas assez exploitées. Les pêcheurs artisans devront diversifier leurs captures et pêcher des espèces prisées. Ils auront besoin d'une formation et de nouvelles techniques. Mais la pêche peut contribuer à réduire la pauvreté», affirme-t-il.

La côte guinéenne est contrôlée par le Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches (CNSP), qui dispose d'un budget pour six ou sept patrouilles par mois. Comment Mohamed Sidibé, le Directeur général adjoint du Centre, évalue-t-il

«Les pêcheurs artisans devront diversifier leurs captures et pêcher des espèces prisées. La pêche peut contribuer à réduire la pauvreté.»

Abdourahamane Kaba

Directeur général

Centre national des sciences halieutiques de Boussouira



Le poisson salé sèche sous le soleil africain.

Les enfants sont retournés à l'école après la reprise de la pêche à Bongolon (Guinée).



Comment les pirogues tiennent-elles les chalutiers à distance

Comment les pirogues tiennent-elles les chalutiers à distance

En Guinée, les pêcheurs artisans en étaient arrivés à tirer en direction des chalutiers qui pêchaient illégalement dans leurs eaux.

Maintenant, les équipages qui ont reçu une formation transmettent calmement par radio la latitude et la longitude du chalutier en infraction, qu'ils calculent à l'aide d'un système manuel de positionnement par satellite, à la station de surveillance la plus proche. Une vedette est aussitôt envoyée pour intercepter le chalutier.

Les pêcheurs racontent que désormais, sachant que les autorités arrivent en un clin d'œil, les chalutiers prennent le large dès qu'ils voient leurs pirogues!

Accroître les pêches continentales au Niger

UNE STRATÉGIE INGÉNIEUSE D'ADAPTATION
À LA SÉCHERESSE A SERVI DE BASE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE



Des briques sont utilisées pour la construction des fours améliorés.

TAFOUKA, Niger – A première vue, ce village de la rude savane méridionale d'un pays sans littoral semble un lieu improbable pour la pêche. Les habitants, qui vivent dans des cases en torchis et utilisent souvent des chameaux pour le transport, parlent des grands problèmes de santé publique - malnutrition, méningite, choléra. En un mois, cinq jeunes villageoises sont mortes durant l'accouchement.

Lorsque le PMEDP a débarqué à Tafouka en 2001, il a lancé un «diagnostic participatif» du potentiel de la communauté qui a duré une semaine, et qui constitue la première phase importante de l'approche des moyens d'existence durables.

«Pendant une dizaine d'années, nous avons utilisé une approche participative de planification du développement au Niger», fait remarquer Talatou Harouna, chef du Service de l'aménagement des pêcheries du Gouvernement du Niger, qui supervise le projet Tafouka. «Celle-ci vous permet d'identifier la porte d'entrée de n'importe quel projet de développement donné car vous êtes à l'écoute des personnes», dit-il. «Avec ce Programme, nous avons appris une méthode plus sophistiquée et nous avons passé une semaine entière au village à parler avec les gens de leurs forces et de leurs faiblesses, au lieu de la demi-heure habituelle à remplir un questionnaire».

Le Programme a découvert que le village disposait d'un système ingénieux de production de poisson qui non seulement s'adapte

bien à la sécheresse chronique, mais pourrait même être amélioré pour accroître les revenus locaux.

La pêche au fil des saisons

Pendant environ trois mois de l'année, le village est entouré de 50 étangs et lacs saisonniers de toutes dimensions, pouvant atteindre 28 hectares. Il y a plusieurs années, les communautés ont commencé à peupler ces eaux de poissons-chats. Ils récoltent d'abord les petits plans d'eau, en passant aux plus grands à mesure que la chaleur augmente et que les étangs s'assèchent. Enfin, ils prennent les alevins des derniers étangs et les transfèrent dans des réservoirs en béton remplis d'eau de puits. Nourris avec du son obtenu après le battage des céréales, les alevins sont à nouveau déversés dans les étangs à l'arrivée de la saison des pluies et le cycle recommence.

En examinant avec les villageois les sources de revenus, le Programme a trouvé une communauté dynamique et cohésive déjà groupée en associations. S'ils pouvaient accroître la production halieutique, une ville voisine prospère achèterait tout le poisson produit.

Voici le plan stratégique que les villageois ont élaboré avec l'aide du projet:

- ouvrir un fonds renouvelable
- améliorer l'alphabétisme afin que quelqu'un puisse tenir les livres de comptes
- construire davantage de viviers



Un villageois de Tafouka (Niger) avec une cuvette de poissons d'eau douce.

- améliorer la transformation du poisson
- planter des arbres – pour arrêter l'avancée du sable du Sahara qui remplit leurs précieux étangs!

On peut toujours progresser

Moins de deux ans plus tard, Moussa Garba, secrétaire de la Coopérative de pêcheurs, montrait avec orgueil aux visiteurs un des onze fours à fumer le poisson améliorés, construits avec l'aide du service local des pêches.

«Les vieux fours nécessitaient beaucoup de bois, et laissaient entrer le sable et la poussière», explique-t-il. «Le four moderne contient 30 à 40 kilos de poisson et, étant fermé, a l'avantage de maintenir la chaleur et d'empêcher le sable d'entrer.»

Les fours améliorés permettent de fumer le poisson de manière plus homogène, et donc de le vendre à un meilleur prix: jusqu'à 30 000 francs CFA (47 dollars) le cageot, au lieu de 20 000 francs CFA (31 dollars).

La production halieutique est passée de 68,6 tonnes en 2000 à 125 tonnes en 2002 grâce aux nouveaux réservoirs de stockage. A Tafouka, pour freiner l'avancée du désert du Sahara, les villageois ont planté 12 600 acacias. Les comptes du fonds renouvelable montrent très clairement que jusqu'à présent 34 pêcheurs et 34 hommes d'affaires ont emprunté de l'argent et réinvesti 330 000 francs CFA (520 dollars) uniquement d'intérêts. Bientôt, les villageois présenteront leur comptabilité à une institution de crédit et d'épargne comme preuve qu'ils sont prêts à passer au stade supérieur.

Affronter la malnutrition

Mama Shatu, une mère du village, admet être enthousiaste des progrès qu'elle a constatés au sein de la communauté en un laps de temps si court.

«Nous, les femmes, voulons apprendre à préparer le poisson pour nos enfants», dit-elle en s'asseyant sous le porche de sa maison. «Maintenant, nous leur donnons du porridge de mil ou du riz à manger – mais ils ne mangent pas de légumes; quant aux fruits, il faudrait les acheter. Les aînés se préparent eux-mêmes une collation après l'école, mais nous devons vraiment mieux nourrir les plus jeunes.»



A Tafouka (Niger) des femmes prennent part à une réunion de village.

«Nous avons passé une semaine entière au village à parler avec les gens de leurs forces et de leurs faiblesses, au lieu de la demi-heure habituelle à remplir un questionnaire.»

Talatou Harouna
Chef de service,
Aménagement des pêches
Gouvernement du Niger



A Niamey (Niger), des marchandes de poisson prennent du temps sur leurs heures de travail pour suivre un cours d'alphabétisation en plein air.

Une soif d'alphabétisation

NIAMEY, Niger – Savoir lire et écrire n'est-il pas la meilleure base pour des moyens d'existence durables? Pourtant, 90 pour cent des Nigériens sont analphabètes.

Près du marché central un matin en semaine, les femmes du marché - âgées de 30 à 60 ans - sont assises sur des nattes à l'ombre d'un arbre et suivent avec attention un jeune enseignant qui écrit au tableau noir. Un projet du PMEDP visant à réduire la pauvreté parmi les marchandes de poisson commence par l'enseignement de l'alphabet dans deux langues locales, Djerma et Zerma. Seules les femmes qui savent lire et écrire seront à même

de gérer les comptes du fonds renouvelable du projet.

Pour suivre les cours, Adama Zakari, veuve avec deux enfants à charge, prend un temps précieux sur son activité au marché. Faisant partie des élèves les plus âgées, elle s'exclame: «Je ne suis pas du tout trop vieille! Je peux encore apprendre.»

S'organiser pour avoir voix au chapitre dans le port de Cotonou

LES UTILISATEURS ONT FORMÉ
DES ASSOCIATIONS ET ONT PARTICIPÉ
AUX POURPARLERS SUR
LA MODERNISATION DU PORT DE PÊCHE

COTONOU, Bénin – Lorsqu'un grand pays industriel a proposé de financer l'aménagement du port de pêche sommaire mais grouillant d'activité, il s'attendait à ce que les détails soient définis au cours de pourparlers de routine de gouvernement à gouvernement. Mais les associations de la communauté de pêcheurs nouvellement créées étaient d'un tout autre avis.

Le Programme de la FAO pour des moyens d'existence durables dans la pêche, qui a son antenne régionale non loin du port, était arrivé l'année précédente en proposant d'aider la communauté avec un petit projet. Des représentants de plus de 4 000 utilisateurs du port ont décidé, après une longue discussion menée par un animateur, que la communauté apprécierait une aide pour renforcer sa capacité d'organiser les différents corps de métiers – pêcheurs, écailleurs, transformateurs, mareyeurs, constructeurs de pirogues et autres – afin d'accroître leur poids politique et améliorer leurs conditions de vie.

Priorités différentes

Il y avait du changement dans l'air au Bénin. Le gouvernement était en train de décentraliser le pouvoir au niveau local et la communauté de pêche voulait être prête. La modernisation du port financée par des capitaux étrangers servit de test.

Une organisation non gouvernementale, Oxfam Québec, fournit une formation en techniques de gestion et d'organisation de façon à pouvoir constituer et faire fonctionner les groupes. Tout était prêt.

Des écailleuses nettoient le poisson
au port de Cotonou (Bénin).



Les petits pêcheurs dépendent des
hors-bord – et de ceux qui les entretiennent.

«Le donateur était intéressé à l'infrastructure portuaire, tandis que le gouvernement voulait des laboratoires de recherche», rappelle Eustache Allaro, président du Conseil d'administration du port de Cotonou. «Mais la communauté des utilisateurs, en particulier les femmes qui commercialisent et transforment le poisson, voulaient une fabrique de glace et des chambres froides, car le poisson se détériore rapidement avec la chaleur.»

«Nous avons eu trois jours intenses de négociations avec le gouvernement et le bailleur de fonds», dit-il. «Participer équivalait déjà à gagner une petite bataille, et nous avons influencé certaines décisions.»

De nombreuses batailles doivent être menées à l'échelon local également.

Eugénie Boko-Vou, marchande de poisson, raconte ses problèmes au marché où elle vend sa marchandise. «Le marché n'est pas bien géré et parfois, nous sommes chassées à cause de l'odeur et obligées de nous installer dans la rue pour vendre», se plaint-elle.

«Avant, c'était chacun pour soi, mais maintenant, quand nous allons voir les responsables, au moins nous parlons en tant que groupe.»

L'Association des marchandes de poisson apporte également un peu d'ordre au débarcadère, où des mareyeurs filous et des pêcheurs sans scrupules escroquent souvent les femmes qui essaient d'acheter et de vendre le poisson. Dans le cadre de la stratégie du Programme pour la promotion des réseaux d'institutions locales, le groupe de femmes a été encouragé à nouer des alliances avec



d'autres groupes d'utilisateurs du port. Une représentante est désormais envoyée aux réunions de l'Association nationale des pêches du Bénin.

Synergie entre les projets

Akakdovi Anani, qui a pêché pendant 25 ans devant le port, décrit un de ses plus gros problèmes: les chalutiers détériorent son matériel en mer, et refusent de l'indemniser. Le PMEDP a parrainé un projet expérimental de surveillance des pêcheries en Guinée (Voir Les chalutiers mis en échec par les patrouilles de la communauté, page 16) qui pourrait bien servir de modèle au Bénin.

Autre problème évoqué constamment par les pêcheurs d'Afrique de l'Ouest: le manque d'accès au crédit. Les banques estiment souvent que les risques que comporte le microcrédit l'emportent sur les gains potentiels. Pourtant, une visite au port de Cotonou montre que des sommes surprenantes sont avancées – et remboursées – pour financer les expéditions de pêche.

«Les pêcheurs ont besoin d'argent pour acheter le carburant pour leurs moteurs hors-bord et les fournitures de pêche», explique sans lever les yeux Véronique Kpongou, plongée dans ses comptes. «Je les finance pendant 15 jours pour 20 000 francs CFA (30 dollars) et ensuite, j'ai un droit de préemption sur le poisson à leur retour.»

«Mais j'ai besoin d'un crédit beaucoup plus important. Il me faudrait 5 millions de francs CFA (8 000 dollars) sur un ou deux ans», affirme-t-elle. «J'ai 190 membres qui peuvent rembourser chacun 20 000 francs CFA par mois.»

Vous avez entendu, messieurs les banquiers?



Une marchande transporte le poisson au marché.



Débarquement des prises.

Réparation de filets au port de Cotonou (Bénin).



«Nous avons eu trois journées intenses de négociations avec le gouvernement et le bailleur de fonds. Participer équivalait déjà à gagner une petite bataille, et nous avons influencé certaines décisions».

Eustache Allaro
Président du Conseil d'administration
du Port de Cotonou



Co-gestion des ressources naturelles

LES VILLAGEOIS PERDENT LEUR DROIT DE CHASSE ET S'EFFORCENT DE TROUVER D'AUTRES MOYENS D'EXISTENCE



22

Un villageois arrondit ses fins de mois en fabriquant des meubles à partir de la liane, une plante rampante de la forêt.

PARC NATIONAL DE KONKOUATI-DOULI, Congo – Lorsque cette zone reculée de la côte Atlantique d'un demi-million d'hectares est devenue parc national en 1999, 2 000 habitants d'un groupe de villages de pêcheurs se sont retrouvés du jour au lendemain interdits de chasse, source traditionnelle de complément alimentaire et de revenus. Une opportunité est venue compenser cette perte: apprendre à co-gérer le parc avec les autorités et à influencer les politiques, les réglementations et l'utilisation des terres.

Pendant ce temps, les villageois devaient se procurer de nouveaux moyens de subsistance: par exemple, la pêche au crabe, la culture de légumes, la production de mobilier, et peut-être un jour, le tourisme, lorsque des aménagements auront été faits.

Le Programme de la FAO pour des moyens d'existence durables dans la pêche a permis de rassembler les différents acteurs et de renforcer la capacité de la communauté d'assumer son nouveau rôle de gestionnaire. L'application du Code de conduite pour une pêche responsable dans la zone marine du parc, dont les tortues



Alternative à la pêche dans le Parc: l'élevage de porcs.

marines sont menacées d'extinction, devrait établir des normes pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Concessions mutuelles

«Nous nous réunissons tous les six mois avec les comités de village», explique le conservateur du parc, Grégoire Bonassidi. «Nous examinons les zones pour déterminer celles qui seront affectées à l'agriculture ou à la conservation.»

«Nous avons décidé d'un commun accord d'interdire la pêche des tortues marines», ajoute-t-il. «Ceci n'a eu aucune incidence sur les moyens d'existence des villageois car ils les chassaient juste pour le plaisir et les animaux n'avaient aucune valeur commerciale.»

La communauté de pêcheurs a relevé le défi de co-gestion du vaste parc. «Les villageois étaient satisfaits des résultats des pourparlers sur les tortues marines», constate Alertin Cogeren Tiaba-Tchibun, président du Comité de gestion des ressources naturelles. «Sur les zones d'utilisation des terres, nous avons parlé, discuté, transigé....»

Partager les bonnes idées

Un problème plus pressant est de savoir comment les villageois vont gagner leur vie maintenant qu'ils ne peuvent plus chasser la gazelle et le porc-épic pour en vendre la viande.

«Nous espérons qu'une solution sera trouvée aux dégâts causés à nos filets par les chalutiers, surtout parce qu'ils pratiquent une pêche illégale dans le parc», dit-il, se faisant l'écho des griefs soulevés par les pêcheurs artisans dans toute l'Afrique de l'Ouest.



(Voir Les chalutiers mis en échec par les patrouilles de la communauté, page 16)

Dans le cadre de l'approche des moyens d'existence durables, les villageois sont encouragés à créer des partenariats avec les instituts de recherche locaux et les organisations non gouvernementales pour chercher des solutions aux problèmes, comme les attaques de ravageurs et de maladies, à mesure qu'ils plantent de nouvelles cultures pour se procurer de nouveaux moyens d'existence.

Eugène Bagamboula, coordonnateur national du Programme, a exhorté un comité de village, durant une récente visite, à partager les techniques agricoles et les bonnes idées avec d'autres villages.

«Je n'ai pas d'argent à donner,» a-t-il annoncé. «Le projet peut organiser une démonstration, pour que vous voyiez comment les choses fonctionnent. Mais vous devez mettre en commun vos connaissances. Vous avez le droit de savoir ce que font les autres villages.»



Préparation de nourriture



Un pêcheur répare son filet dans le Parc national de Conkouati-Douli, au Congo.

«Nous avons décidé d'un commun accord d'interdire la pêche des tortues marines.»

Grégoire Bonassidi
Conservateur du parc



Contrôle d'un piège à poisson au Congo.



Remerciements

Cette brochure a été réalisée par la Division de l'information de la FAO, Rome (Italie). Elle s'inspire d'un reportage de mission effectué par le spécialiste du multimédia Peter Lowrey, du 25 novembre au 15 décembre 2002. Toutes les photos, propriété de la FAO, ont été prises par Desirey Minkoh, de Libreville (Gabon), à l'exception de celles sur les activités au Niger, réalisées par Adamou Yayé (Niamey, Niger). La brochure a été conçue par Daniela Rappazzo, de Dabliu Four Advertising (Rome), mise en forme par Barbara Walsh, et traduite respectivement en espagnol et en français par Rosamaria Nuñez et Véronique Souriau.

© FAO 2003

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org



POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION, VEUILLEZ CONTACTER:

Le Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche
RSU.USR@sflp-pmedp.firstnet.bj

RICHARD COUTTS
Coordonnateur, Programme des moyens
d'existence durables dans la pêche
richard.coutts@fao.org
Service des institutions internationales et de liaison
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

BENOÎT HOREMANS
Chef d'équipe
Benoit.Horemans@sflp-pmedp.firstnet.bj
KYRIAKOS KOURKOULIOTIS
Information – Chargé de la communication
Kyriakos.Kourkouliotis@sflp-pmedp.firstnet.bj
Programme des moyens d'existence
durables dans la pêche
Unité de support régional
01 BP 1369
Cotonou, Bénin
RSU.USR@sflp-pmedp.firstnet.bj

www.fao.org
www.sflp.org

Plage en effervescence avec l'arrivée d'une
grosse embarcation de pêche à Moree (Ghana).